

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

MAI 2007

FINANCES

Typologie des dépensés locaux : problématique et enjeux

A côté de l'Etat, les autres acteurs de la dépense publique, au sens de la comptabilité nationale, sont les ASSO (administrations de Sécurité sociale) et les APUL (administration publiques locales).
La Revue du Trésor - 01/05/2007

FISCALITE LOCALE

FCTVA / TVA

Modalités de déduction de la taxe sur la valeur ajoutée

Décret N° 2007-566 du 16 avril 2007 modifiant l'année II au code général des impôts. JO du 19 avril 2007 -
NOR: BUDL0750462D
Le Moniteur - 25/05/2007

COMPTABILITE

Mise en œuvre de la LOLF : premiers enseignements

Bien qu'il soit encore trop tôt pour en dresser un véritable bilan, une première analyse des conditions de la mise en œuvre de la LOLF, reconnue de manière quasi unanime comme un puissant levier de changement de l'administration de l'État, est possible.

La Lettre du Cadre Territorial - 01/05/2007

Principes régissant la liste des pièces justificatives

Le régime juridique applicable aux pièces justificatives des dépenses du secteur public local a été précisé par l'instruction n° 07-024 MO du 30 mars 2007. Présentation des principes fondamentaux régissant la liste des pièces justificatives et de leurs conditions d'application.

Journal des Maires - 30/05/2007

CONSOLIDATION

✚ *L'analyse des risques : une prestation innovante qui participe à la démarche de consolidation des comptes dans le secteur public local*

L'enjeu consiste à renforcer la transparence financière et la performance de gestion
La Revue du Trésor - 01/05/2007

INFORMATIQUE / TIC

Les sites de l'emploi

Longtemps réservées à la presse « papier », les offres d'emploi connaissent aujourd'hui un véritable renouveau grâce à Internet. De moindre coût, et d'une plus grande efficacité, de nouveaux sites investissent la Toile.

Journal des Maires - 01/05/2007

Quelles obligations pour les opérateurs ?

L'Autorité de régulation des Communications électroniques et des Postes (ARCEP) vient de publier un guide pratique à destination des opérateurs locaux et des collectivités. L'occasion de faire le point sur les droits et les obligations des opérateurs et des fournisseurs de services de télécommunications.

Journal des Maires - 01/05/2007

RESSOURCES HUMAINES

Comment évaluer les compétences ?

De nombreuses collectivités ont instauré un entretien annuel destiné à évaluer le travail fourni par leurs agents. Mais pour être complètement réussie, la mise au point de cet outil nécessite une véritable réflexion.
Géomètre - 01/05/2007

Contractuels : le CDI peau de chagrin

En cas de changement d'emploi chez le même employeur, le maintien du CDI n'est plus conservé de droit. Et il faudra ensuite attendre six nouvelles années pour le retrouver. En dépit de la directive européenne, dont la volonté était de lutter contre l'utilisation abusive des CDD, la précarité semble consacrée pour les contractuels.

La Lettre du Cadre Territorial - 01/05/2007

Le CG 64 numérise le dossier individuel des agents

Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques vient de mettre au point un dossier numérisé comprenant la totalité des pièces liées à la carrière de chaque agent. Une innovation qu'il veut mettre à disposition de l'ensemble de la fonction publique pour faciliter la mobilité et la gestion des carrières.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2007

Obéissance hiérarchique : silence dans les rangs ?

Le principe de l'obéissance hiérarchique est posé par la loi du 13 juillet 1983. Les relations quotidiennes de travail occultent parfois son importance et les conséquences de sa violation. Un sujet d'autant plus intéressant qu'il pose de passionnantes questions juridiques et managériales.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2007

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

Communes, communautés : quelle mutualisation des services ?

L'AMF et l'ADCF ont organisé le 27 mars dernier au Sénat un colloque afin de dresser l'état des lieux de la mutualisation des services. Cela, dans un contexte juridique incertain au regard du droit européen.
Maires de France - 01/05/2007

Les modalités d'expression de l'avis des communes concernées par un projet d'extension de l'Epic précisées

Si le conseil municipal peut toujours, dans le délai de trois mois, revenir sur un avis qu'il aurait déjà exprimé, une éventuelle délibération postérieure à l'expiration de ce délai constituerait en revanche seulement un élément d'appréciation susceptible d'être pris en considération par le préfet pour prononcer ou non l'extension du périmètre sur laquelle les communes et l'établissement de coopération intercommunale ont déjà, tacitement ou non, exprimé leur avis.
La Semaine Juridique - 14/05/2007

Le rôle à clarifier des intercommunalités

L'exercice de la politique de la ville est une compétence partagée entre l'EPCI et les communes.
La Gazette des Communes - 21/05/2007

La mutualisation des services dans le viseur de Bruxelles

Selon la Commission, au moins une partie des mises à disposition de services et de personnel doit être soumise à concurrence.
La Gazette des Communes - 28/05/2007

Mutualisation des services et mise en concurrence

La tentation est grande, pour certains, de requalifier la mise à disposition de services en convention de prestations de services de droit commun, avec obligation de mise en œuvre de mise en concurrence.
La Gazette des Communes - 28/05/2007

METP / PPP

Initiative parlementaire en faveur du développement des « PPP » : entre promotion politique et incertitudes juridiques

Première initiative de réforme du régime des contrats de partenariat, la récente proposition de loi relative aux partenariats public-privé est animée par l'ambition d'en favoriser le développement, notamment au bénéfice des collectivités territoriales. Au-delà de quelques interrogations juridiques, cette initiative, enrichie des expériences pionnières, présente le mérite de poser un cadre de travail pour l'avenir (Proposition de loi AN n° 3730, 2006-2007, relative aux partenariats public-privé).

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/05/2007

SEM / HLM

ASSOCIATIONS

Européens, mode d'emploi

Souvent considérés comme compliqués, inadaptés, dévoreurs de temps voire d'argent, les financements européens offrent pourtant quelques opportunités aux associations.

Associations mode d'Emploi - 01/05/2007

Financements européens, mode d'emploi

Souvent considérés comme compliqués, inadaptés, dévoreurs de temps voire d'argent, les financements européens offrent pourtant quelques opportunités aux associations.

Associations mode d'Emploi - 01/05/2007

La générosité en confiance. Des ratios clairs pour une transparence accrue

Toutes les associations ou fondations qui font appel à la générosité du public utilisent des pourcentages, des ratios ou des graphiques dans leur communication externe: publicité, dossiers de presse, courriers d'appels de fonds, rapports d'activité, rapports financiers, site internet, etc. Cela est souhaitable si le but est d'éclairer le lecteur et de faciliter la compréhension de l'activité de l'organisation. Mais il est indispensable que les donateurs reçoivent une information claire, fiable, exacte et non tendancieuse.

Juris Associations - 01/05/2007

La reprise du personnel associatif par une collectivité publique

La cessation, volontaire ou non, d'une activité gérée par l'association et sa reprise par la collectivité peuvent être une source de conflits. En effet, les salariés de l'association peuvent y voir un droit à la reprise de leur contrat de travail. Toutefois, les choses ne sont ni simples ni automatiques.

Juris Associations - 01/05/2007

Gestion des services publics

Après avoir longtemps bataillé contre la transparence de certaines associations, le Conseil d'État réhabilite par cet arrêt du 6 avril 2007, au moins implicitement, l'utilisation de l'outil associatif financé, contrôlé et dirigé par une collectivité locale. Arrêt d'espèce ou véritable décision fondatrice comme s'en réjouit le ministre de la Culture M. Renaud Donnedieu de Vabres dans son discours du 17 avril 2007 (V. annexe), l'avenir nous le dira. Il reste que si l'affaire interroge, elle témoigne de ce qu'en droit aussi, la fin (le sauvetage financier du festival d'art lyrique d'Aix-en-Provence) justifie les moyens (une qualification juridique nouvelle, sinon contestable)

La Semaine Juridique - 07/05/2007

Reprise de dettes

La prise en charge par une commune des dettes contractées par une association d'intérêt local revêt, en conséquence, un intérêt public local

La Gazette des Communes - 07/05/2007

Associations agréées

Le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours est applicable de droit aux rassemblements de plus de 1500 personnes, à but lucratif.

La Gazette des Communes - 14/05/2007

CAT gérés par une association : une mission de service public

En l'absence de prérogatives de puissance publique, une personne privée peut être désormais considérée comme chargée d'une mission de service public si plusieurs indices suffisamment forts sont réunis, et non plus seulement sur le fondement de critères cumulatifs. Toutefois, les centres d'aide par le travail (CAT) gérés par des associations ne sont pas qualifiés comme tels.

Juris Associations - 15/05/2007

Quand une association cache l'administration

Une récente jurisprudence du Conseil d'État repose les bonnes questions concernant les critères d'une association transparente.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2007

✚ Le risque du recours aux associations transparentes

L'arrêt du Conseil d'Etat du 21 mars 2007 Commune de Boulogne-Billancourt (req. n° 281796) vient préciser les modalités de mise en œuvre de la responsabilité d'une commune en cas de passation irrégulière d'un marché public par une association qualifiée de transparente
Le Courrier des Maires - 01/05/2007

DELEGATIONS

Du bon usage des avenants

La cour administrative d'appel de Paris rappelle que le risque d'exploitation du délégataire constitue un élément essentiel d'une délégation de service public: sa modification ne peut s'effectuer par simple avenant
La Gazette des Communes - 07/05/2007

De la nature juridique d'une convention conclue entre une personne privée et une collectivité publique

Si les critères du contrat administratif sont clairement fixés par les jurisprudences administrative et judiciaire, comme par celle du Tribunal des conflits, cette affaire, relative au montant des prix de journées dues par l'État à une entreprise privée gérant une maison d'accueil pour handicapés physiques adultes, atteste que leur application n'est pas toujours aisée.
La Semaine Juridique - 14/05/2007

Les transferts de contrats de travail

L'article L.122-12, alinéa 2 du Code du travail a pour effet de permettre le transfert de plein droit des contrats de travail des agents affectés à une activité, y compris de service public, lorsque les collectivités publiques qui emploient des agents privés décident de confier cette exploitation à une entreprise par la conclusion d'un marché public ou d'une délégation de service public.
La Gazette des Communes - 14/05/2007

Portée d'une convention de mandat à l'égard des cocontractants du mandataire

Une convention de mandat qui n'a pas été portée à la connaissance du cocontractant du mandataire ne peut lui être opposée
La Semaine Juridique - 14/05/2007

Relations entre collectivités publiques et personnes privées exerçant une mission de service public: mode d'emploi

Par une décision fortement motivée comportant trois ambitieux considérants de principe, la Section du contentieux fixe l'ensemble des droits et obligations des collectivités publiques lorsqu'elles décident de remplir elles-mêmes une mission de service public, de la confier à un tiers ou simplement de reconnaître un tel caractère à une initiative lancée par une personne privée.
AJDA - 21/05/2007

L'autorité délégente s'est abstenue de communiquer

Arrêt n° 298618 du 15/12/2006 Conseil d'Etat - Société Corsica Ferries
Le Moniteur - 23/05/2007

Aspects financiers et fiscaux du régime des parties de la commune non desservies par le service « déchet »

Deux arrêts récents du Conseil d'État et de la Cour de cassation invitent à faire le point sur le régime de la taxe et de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM et REOM) s'agissant des locaux situés dans la partie de la commune où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures, a priori exonérés de la TEOM, ainsi que sur le contenu de la prestation du service « déchets ». L'intérêt de ces arrêts est de caractériser l'absence de desserte et de préciser la différence de régime qui marque à cet égard la TEOM et la REOM, ce qui n'est pas sans incidences juridiques.
La Semaine Juridique - 28/05/2007

La tarification de l'eau

La loi sur l'eau a renforcé la transparence de la gestion des services de distribution d'eau et d'assainissement en améliorant notamment l'information des usagers. En outre, le régime de tarification de l'eau a été modifié tant sur le plan des principes qu'au regard de ses caractéristiques.
Journal des Maires - 30/05/2007

DIVERS

Rapport annuel 2006 du médiateur du Minéfi

Minefi, 12 avril 2007

La Semaine Juridique - 07/05/2007

Le contenu d'une décision juridictionnelle peut-il engager la responsabilité de l'Etat ?

Dans un arrêt du 8 novembre, la cour administrative d'appel de Paris accepte d'examiner la responsabilité de l'Etat du fait d'une décision du Conseil d'Etat. Elle juge toutefois que le requérant ne démontre pas l'existence d'un préjudice.

AJDA - 21/05/2007

Sur le caractère peu contraignant du principe d'allotissement posé par le Code des marchés publics

L'ordonnance rendue le 23 février 2007 par le Tribunal administratif de Paris statuant en référé précontractuel dans le domaine des contrats de mobilier urbain s'avère riche en enseignements à plus d'un titre.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/05/2007

MARCHES PUBLICS

À l'origine de l'accord-cadre : les marchés à bons de commande

Les marchés à bons de commande constituent deux des quatre formes possible d'accords-cadres.
Contrats Publics - 01/05/2007

De l'expression du besoin à la mise en œuvre de l'accord-cadre

L'emploi de l'accord-cadre implique, comme pour tout achat, que l'acheteur définit bien préalablement ses besoins. C'est ainsi qu'il pourra s'assurer du bien-fondé de son choix de recourir à l'accord-cadre et des obligations qui en découlent.
Contrats Publics - 01/05/2007

Le critère unique du prix est conditionné par l'objet du marché

Le seul critère prix peut être utilisé si l'objet du marché le permet. La formulation de l'article 53 du code 2006 vient utilement préciser les dispositions de la directive 2004/18/CE.
Courrier Cadres - 01/05/2007

Les opportunités d'utilisation des accords-cadres

Les accords-cadres et les marchés à bons de commande sont dédiés principalement à l'acquisition de produits et prestations récurrentes, laissant augurer d'une large utilisation. Néanmoins le choix d'un dispositif de commande résulte des caractéristiques du besoin et de la structure de l'offre concurrentielle sur le segment de marché considéré et, dans une certaine mesure, de l'organisation de la collectivité.
Contrats Publics - 01/05/2007

Passation des marchés publics et risque pénal

Parce que les marchés publics représentent d'importants flux financiers, le Code pénal prévoit plusieurs sanctions en cas d'irrégularités dans les procédures de passation.
Journal des Maires - 01/05/2007

Quelles clauses prévoir ?

Comment rédiger l'acte d'engagement de l'accord-cadre, le cahier des clauses administratives et le régime de la consultation pour la passation des marchés subséquents ? Analyse du modèle d'accord-cadre publié par le SDIS 06 pour un accord-cadre de travaux tous corps d'état de bâtiments.
Contrats Publics - 01/05/2007

Réflexion prospective sur l'accord-cadre

Le droit communautaire, qui recherche le développement d'une concurrence optimale entre opérateurs économiques fait avant tout de l'accord-cadre un outil procédural alors que le droit français lie l'aspect procédural et l'aspect contractuel du nouvel outil. La qualification retenue en droit national fait peser une responsabilité particulière sur ceux qui souhaitent utiliser ce nouvel outil.
Contrats Publics - 01/05/2007

Obligation de publicité pour les MAPA

Arrêt n° 294290 du 22 janvier 2007 - Conseil d'Etat - Syndicat des Transports d'Île de France
Le Moniteur - 04/05/2007

Règles applicables aux marchés passés par les établissements publics à caractère scientifique et technologique pour les achats de fournitures, de services et de travaux destinés à la conduite de leurs activités de recherche

Décret n° 2007-590 du 25 avril 2007
Le Moniteur - 04/05/2007

De l'application des principes de transparence et de publicité aux achats réalisés avant 2000

La commande verbale d'un agent incompétent à un entrepreneur interdit d'activité ne crée pas un marché au profit de la société, dès lors que celle-ci n'a pas repris les actes accomplis avant sa création. De plus, les principes du droit communautaire imposaient, déjà en 1999, le respect des obligations de publicité et de transparence pour les achats sur facture.
La Semaine Juridique - 14/05/2007

Le caractère immuable du prix d'un marché

Une partie à un marché public qui en a accepté le prix ne peut plus en demander la modification postérieurement à l'exécution du contrat.

La Semaine Juridique - 14/05/2007

Le recours au critère unique de choix du prix dans la passation d'un marché public doit être justifié par l'objet du marché

CE, arrêt di 6 avril 2007

La Lettre du Cadre Territorial - 15/05/2007

Procédures hors concours : peut-on faire l'économie de la prime ?

En vertu de l'article 49 du Code 2006, l'acheteur public peut imposer la remise de prestations, même en dehors d'un concours. Il doit verser une prime aux candidats si leur investissement est significatif, ou pour les marchés de maîtrise d'œuvre.

Le Moniteur - 18/05/2007

Capitalisation des intérêts en matière de marchés publics

Le Conseil d'Etat vient d'affirmer que la capitalisation d'intérêt peut-être demandée après le paiement du principal de la dette, quand ces intérêts n'ont pas eux-mêmes été versés et qu'ils sont dus pour au moins un an.

AJDA - 21/05/2007

Egalité entre les candidats à un marché et respect du secret professionnel

Sous peine de rompre l'égalité entre les candidats et d'encourir la censure du juge administratif, les pouvoirs adjudicateurs doivent s'assurer, tant au stade de la candidature qu'au stade de l'offre, du respect de l'anonymat des références présentées par les avocats soumissionnaires à un marché de prestations juridiques.

AJDA - 21/05/2007

L'assurance des groupements d'entreprises

La réalisation d'un marché de travaux nécessite la souscription de contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile, l'assurance décennale ou la «tous risques chantier» [TRC). Lorsque ceux-ci sont réalisés en groupement, deux options s'ouvrent : le maintien, par chacun des entrepreneurs groupés, de ses assurances; la souscription de polices communes pour couvrir le marché.

Le Moniteur - 25/05/2007

Toutes les mentions obligatoires de l'avis publié au BOAMP n'étaient pas remplies

Ordonnance du 13 avril 2007 Tribunal Administratif de Lyon - Société Eurovia Alpes

Le Moniteur - 25/05/2007

Concessions d'aménagement : la libre concurrence bouscule les traditions

Les conventions d'aménagement sont désormais soumises à une procédure de publicité et de mise en concurrence. La nouvelle procédure instaurée par la loi du 20 juillet 2005 pourrait être considérée insuffisante par la CJCE.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/05/2007

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

Documents administratifs : une communication contraignante

L'administré est devenu usager, l'usager est devenu citoyen. Mais la fièvre contentieuse des uns et des autres est restée imperméable à cette terminologie, confrontant l'administration à des situations parfois inextricables ou ubuesques.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/05/2007

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Concilier résidences secondaires et activités

La cohabitation entre vacanciers et résidents à l'année est parfois source de conflits. L'adoption d'une politique locale spécifique, dans les communes insulaires notamment, est le plus souvent indispensable.
La Gazette des Communes - 07/05/2007

Saint-André-de-Sangonis étoffe le tissu des TPE

La MDE accompagne la création d'entreprises, mais aussi les TPE déjà existantes, afin de générer de la croissance.
La Gazette des Communes - 14/05/2007

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ENVIRONNEMENT

La modélisation des réseaux d'eau potable

La modélisation du fonctionnement d'un réseau d'alimentation en eau potable permet de comprendre l'influence des différents paramètres sur le fonctionnement du réseau et d'analyser son comportement à partir de modifications structurelles ou fonctionnelles

Environnement Technique - 01/05/2007

La qualification de déchet : critères du juge communautaire

La définition européenne du déchet pose des difficultés pour la détermination de certaines substances ou matières, généralement des résidus ou des sous-produits de process industriels. En attendant l'adoption de la nouvelle directive-cadre sur les déchets", la CJCE a contribué à préciser les critères permettant de qualifier une substance ou une matière de déchet.

Environnement Technique - 01/05/2007

Opération 1.2.3 rendre le management environnemental accessible aux PME

Les PME, du fait de leurs faibles moyens en personnel, éprouvent souvent des difficultés à s'engager dans la démarche ISO 14001, et ce malgré de bonnes dispositions en faveur de la gestion de l'environnement ou de l'énergie. L'opération 1.2.3. environnement proposée par les CCI leur permet d'y accéder en trois étapes.

Enjeux - 01/05/2007

Qu'est-ce qu'un déchet ?

La Commission européenne précise la définition du déchet et ce qui le distingue du sous-produit.

Maires de France - 01/05/2007

Assainissement : la loi sur l'eau dote les communes de nouvelles compétences

Communes et intercommunalités rurales doivent encadrer l'assainissement non-collectif, pas encore satisfaisant du point de vue environnemental

Journal des communes - 21/05/2007

Les difficultés de l'application dans le temps de la taxe sur les déchets réceptionnés dans une installation de stockage

Cette taxe peut non seulement être instaurée par les communes sur le territoire desquelles un tel équipement est installé depuis le 1er. janvier 2006, mais désormais également lorsque l'activité a fait l'objet d'une « extension » à compter de cette même date. Dans tous les cas, le maintien du critère temporel par le législateur fait naître de nombreuses incertitudes quant à la détermination des établissements susceptibles d'être assujettis.

AJDA - 21/05/2007

Service public d'eau potable

Décret n° 2007-675 du 2 mai 2007. ministère de l'Ecologie et du Développement durable. jo du 4 mai 2007. - nor: dev00751327d

Le Moniteur - 25/05/2007

La tentation du renouvelable

La nature recèle de trésors cachés, mais il faut les exploiter au mieux pour les rendre accessibles au plus grand nombre, pour ne pas les gâcher, pour améliorer sans cesse leur efficacité et leur rendement

Revue des Collectivités Locales - 30/05/2007

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

La décentralisation est-elle réversible ?

Avec la loi constitutionnelle du 28 mars 2003, la décentralisation a fait son entrée dans la Constitution. Les rapports complexes entre la jurisprudence du Conseil constitutionnel, tant antérieure que postérieure à la loi de 2003, montrent que si la Constitution fixe logiquement le cadre, le juge reste libre de faire une lecture relativement souple du texte constitutionnel. Ce constat est vrai même pour les dispositions qui paraissent les mieux ancrées.

La Gazette des Communes - 07/05/2007

Décentralisation : la prudence de Nicolas Sarkozy

En 2002, il s'était montré très favorable à l'acte II de la décentralisation. Le nouveau Président se fait aujourd'hui plus discret sur le sujet.

La Gazette des Communes - 14/05/2007

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

Chambres régionales des comptes

Les relations avec les élus locaux : ce qui a changé en 25 ans
Le Courrier des Maires et des Elus Locaux - 01/05/2007

Inspection générale de l'administration territoriale

Rapport de l'Assemblée des départements de France
La Gazette des Communes - 07/05/2007

25 ans d'activité des Chambres régionales des comptes

Les chambres régionales des comptes ont contribué de manière déterminante à ce que les collectivités territoriales assimilent les exigences d'équilibre, de régularité et de transparence que le législateur a formulée
La Gazette des Communes - 14/05/2007

Le contrôle de gestion exercé par les chambres régionales des comptes

La loi du 21 décembre 2001 relative aux chambres régionales des comptes (CRC) et à la Cour des comptes a mis un terme à de vifs débats sur les missions et les procédures des CRC. Les élus locaux leur reprochaient d'effectuer, d'une part, un second contrôle de légalité et, d'autre part, de se livrer à un contrôle d'opportunité. Dans un climat apaisé, il est intéressant de dresser un bilan du contrôle de gestion.
Le Courrier des Maires et des Elus Locaux - 30/05/2007

CONTROLE PUBLIC

Les contrôles du comptable public en matière de marchés publics

En examinant la jurisprudence de la Cour et des chambres régionales des comptes, l'on observe que l'engagement de la responsabilité du comptable est susceptible de se produire pour trois catégories de motifs

La Revue du Trésor - 01/05/2007

MONDE, EUROPE

L'avenir des services publics se joue en Europe

Essayer d'imaginer les services publics en France dans vingt ou trente ans est un exercice quasi-impossible, car leur avenir dépend en grande partie du contexte européen. Mais pour les chercheurs, des évolutions sont possibles sans nuire à la qualité.

Maires de France - 01/05/2007

Subventions : comparaison des pratiques britanniques et françaises

Une subvention est une ressource entièrement gratuite ; elle n'entraîne aucune obligation de remboursement ni de règlement d'intérêts.

La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2007

Consultation sur la transparence et l'accès aux documents des institutions communautaires

Comm. CE 18 avril 2007

La Semaine Juridique - 07/05/2007

Fonds structurels européens 2007-2013 : convergence, compétitivité et coopération

Les fonds structurels européens sont les instruments financiers de la politique structurelle communautaire ayant pour objectif la réduction des écarts entre les régions. Afin de mieux comprendre le nouveau cadre réglementaire, nous vous proposons un retour sur l'histoire de ces fonds.

Journal des communes - 21/05/2007

PATRIMOINE

Externalisation du domaine et protection du service public (point de vue d'un notaire)

Le législateur a pris grand soin de limiter les droits accordés à l'occupant du domaine, pourtant bénéficiaire d'un droit réel.

AJDA - 14/05/2007

Externalisation et protection des biens affectés au service public

Depuis une vingtaine d'années, le législateur a apporté de nombreuses exceptions au principe de l'obligation d'appartenance au domaine public des biens affectés au service public dès lors qu'ils sont nécessaires à son fonctionnement. Exceptions qui ont sans doute eu au moins autant d'effet sur la consistance du domaine public que sa redéfinition par le code général de la propriété des personnes publiques.

AJDA - 14/05/2007

Les meubles de l'Administration

Si l'article L 2112-1 clarifie une jurisprudence erratique, le costume se révèle trop large ou trop étroit

AJDA - 14/05/2007

Les nouvelles méthodes de gestion des biens publics

Si le traité CE ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les Etats membres, toute activité économique est soumise aux règles de la concurrence. Au regard du droit communautaire, il existe deux catégories de biens publics : ceux qui participent à une activité économique, auxquels en principe le droit de la concurrence s'applique et ceux qui sont d'ordre purement patrimonial et excluent toute insertion dans une logique de marché.

AJDA - 14/05/2007

Les nouvelles méthodes de gestion des biens publics : l'exemple de Paris

Le rendement financier maximum du patrimoine est loin d'être l'unique but que poursuivent les collectivités locales, qui agissent en vue d'un intérêt public.

AJDA - 14/05/2007

URBANISME

Les nouveaux outils du logement social

Le conseil municipal est libre de déterminer les catégories de logements devant être construits et peut fixer leur pourcentage dans le programme de construction.

La Gazette des Communes - 07/05/2007

RESPONSABILITE DES ELUS ET DES FONCTIONNAIRES

L'obligation de dénoncer : une responsabilité particulière

L'obligation de dénoncer les crimes et délits peut être une obligation (trop) encombrante pour les fonctionnaires.

La Lettre du Financier Territorial - 15/05/2007

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

La modification de la responsabilité pécuniaire et personnelle du comptable public

La rédaction précise que l'article 146 de la loi de finances de règlement du 30 décembre 2005 ne constitue qu'une première étape de la réforme du droit de la comptabilité publique ; son dispositif entre en vigueur au 1er. juillet 2007.

La Revue du Trésor - 01/05/2007

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERSES

L'agglomération de Blois offre une plateforme de services aux petites communes

Agglopolys vient de mettre en place une «plateforme de services» pour répondre aux besoins des communes dépourvues de services techniques ou administratifs.

La Gazette des Communes - 14/05/2007

Simplification de l'activité des collectivités territoriales

La poursuite du mouvement de la simplification enclenché depuis quelques années est appelée de leurs vœux considérant qu'elle participe à l'efficacité de l'action locale, à laquelle les concitoyens sont particulièrement attachés

La Gazette des Communes - 21/05/2007

COMPTES DE CAMPAGNE

Elaborer et présenter le bilan du mandat : utiliser la matière financière

Communiquer en utilisant les données financières est toujours complexe mais terriblement riche en enseignements. Au-delà des discours, les chiffres mettent en évidence bien des faits qui pourraient rester dans l'ombre sans cet éclairage particulier mais exigeant

La Lettre du Financier Territorial - 01/05/2007

La gestion des dépenses électorales

Dès lors qu'une dépense est effectuée en vue de l'élection, elle acquiert la qualité de «dépense électorale». Dans les communes et cantons de plus de 9000 habitants, elle doit alors être réglée par le mandataire du candidat, intégrée dans le compte de campagne et comptabilisée au titre du plafond autorisé.

Le Courrier des Maires - 01/05/2007

Bulletin municipal : les précautions à prendre

L'article L. 2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales pose un droit minimal bénéficiant aux élus minoritaires que la collectivité est en droit, sous réserve de respecter une égalité de traitement portant sur le rythme de parution et de pagination, d'accorder également aux élus majoritaires.

Journal des Maires - 30/05/2007

Le compte de campagne : choisir un mandataire

« L'obligation de recourir à un mandataire constitue une formalité substantielle à laquelle il ne peut être dérogé. Il est constant que les dépenses engagées par l'intéressé en vue de son élection ont été engagées par un tiers, qui n'avait pas été désigné en qualité de mandataire dans les conditions prévues» ce qui entraîne le rejet du compte de campagne et par conséquent l'inéligibilité du candidat entête de la liste en cause : CE, 26 juillet 1996, El. mun. de Tonneins, req. n°177534

Journal des Maires - 30/05/2007